

La révision de la Constitution : la lourde responsabilité des députés

Les Algériens sont toujours en attente de la révision de leur Constitution. Il est maintenant établi que les premières «réformes politiques» ont été décevantes pour l'ensemble de la société. L'ancienne Assemblée nationale a vidé de leur contenu les projets de textes de lois, pourtant prometteurs, adoptés par le Conseil des ministres.

Ces projets arrivés à l'hémicycle ont été complètement dénaturés dans un silence complice y compris des partis dits d'opposition. Le mystère qui a entouré ce jeu d'ombres qui a animé le sérail est encore total à ce jour.

La nouvelle APN doit débattre de la révision de la Constitution. Comment le fera-t-elle ? Dans un esprit «godillot» comme à son habitude. Dans le même esprit que celui qui a sabordé les réformes politiques que les Algériens espéraient tant ou bien nos députés vont-ils aller cette fois-ci «au fond des choses» ?

Mais, en fait, quel est l'enjeu ? Est-ce vraiment de débattre s'il faut un régime présidentiel ou parlementaire ? Chacun de ces deux régimes peut être autant démocratique. Encore faut-il que nos pouvoirs publics et nos «élus» veulent vraiment la démocratie autant que la veulent les citoyens algériens.

De quoi s'agit-il ?

Nous avons déjà eu à aborder cette question cruciale et sa gravité nous interpelle régulièrement et nous force à constamment «remettre l'ouvrage sur le métier» dans l'espoir, même bien mince, de «faire bouger les lignes» dans une société bien ankylosée par un jeu de pouvoir prédateur.

La démocratie est un régime politique, c'est-à-dire une certaine manière d'organiser les relations de pouvoir

entre individus et groupes sociaux appelés à vivre ensemble.

Dans ce régime politique — la démocratie — toutes les relations de pouvoir sont tissées entre ceux qui obéissent et qui acceptent de le faire parce qu'ils jugent de leur intérêt bien compris d'obéir aux ordres énoncés par des individus qu'ils ont librement choisis et qu'ils estiment compétents pour conduire des entreprises et des aventures collectives.

En démocratie, toute position de pouvoir résulte de délégations consenties par des «obéissants» à des «compétents» mais à titre temporaire, circonscrit et réversible.

Pour que la démocratie fonctionne quatre conditions au minimum doivent être réunies :

1/ La stabilité du cadre social. Si ce cadre est constamment bouleversé, l'expérience démocratique capote et on peut déboucher sur des situations de perpétuel conflit.

2/ La démocratie ne fonctionne pas dans des sociétés isolées. Le contexte mondial fondamentalement démocratique est indispensable à la réussite de l'expérience démocratique nationale. Ce contexte mondial démocratique crée par ailleurs une contrainte forte à celle-ci.

3/ La démocratie suppose l'existence de contrepouvoirs, c'est-à-dire des instances de contrôle organisées de manière indépendante par le pouvoir lui-même. Aucun pouvoir, en effet, ne se contrôle lui-même par lui-même.

4/ Les acteurs de la démocratie doivent développer un certain nombre de qualités qui leur permettent de gérer une démocratie : l'écoute, le dialogue, et la délibération, le respect des minorités sont ses principales qualités. Au vu de ces premières observations, l'Algérie est-elle prête à la tran-

sition démocratique, à la construction de la démocratie ? La thèse qui a prévalu jusqu'à maintenant dans notre pays est celle qui défend l'idée selon laquelle «au commencement de la démocratie,

il y a le développement économique». Il faut attendre, nous dit-on, que le développement économique ait atteint un certain seuil pour engager la transition démocratique mais en sachant qu'on prend ainsi le risque de voir celle-ci pouvoir se produire de façon spontanée anarchique et dévastatrice bien avant que ce seuil ne soit atteint. Les processus actuellement en œuvre dans les pays du printemps arabe nous l'enseignent et la garantie de résultat de tels mouvements est loin d'être assurée.

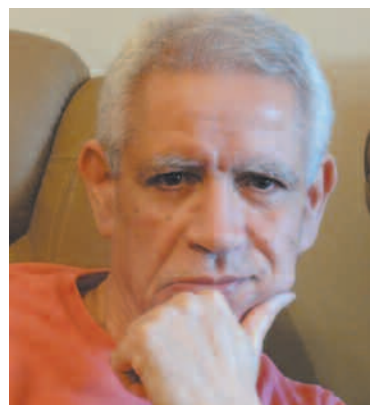
La seconde thèse qui semble s'imposer de plus en plus est celle qui consiste à décider d'engager sérieusement la transition démocratique pour donner l'assise sociale la plus large aux efforts de développement. Avec l'arrivée de Bouteflika aux commandes de l'Etat, en 1999, c'était la thèse de l'Etat fort et du report de la transition démocratique à plus tard qui a été en œuvre. Deux raisons ont été avancées pour justifier cette approche :

1) L'ouverture démocratique de la fin des années 80 dans une Algérie non préparée au pluralisme politique a ouvert la voie aux islamistes radicaux qui auraient pu utiliser la démocratie pour tuer la démocratie. L'expérience a été courte mais dramatique et dévastatrice.

2) Bouteflika rappelait alors à ceux qui voulaient l'entendre, et dès sa première mandature, que le peuple algérien a besoin avant toute chose d'emplois, d'éducation, de logements, de revenu décent et non pas de démo-

cratie dans la pauvreté ni de pluralisme politique qui au mieux «donnerait un sens à la misère». Il s'en est suivi la période que l'on vit actuellement, avec fermeture politique, étatisme et effort de relancer la croissance pour justifier le désir de démocratie.

Un autre point de vue est défendu dans le pays par des Algériens de plus en plus nombreux. Ce point de vue insiste sur la nécessité d'engager sérieusement la transition démocratique dans une Algérie qui, aujourd'hui, est forte d'une jeunesse éduquée, ouverte au monde et qui entend prendre toute sa part dans la modernisation de la société. L'épisode islamiste tragique qui a accompagné la première tentative d'ouverture politique doit continuer à être analysé pour rectifier la démarche adoptée alors qui ne doit plus jamais déboucher sur une tragédie comme celle qu'on a connue. Mais dans le même temps, on ne doit pas brandir ce risque pour justifier le déni de démocratie. Au plan économique, l'échec du socialisme, notamment sous les coups de boutoir du capitalisme mondial, a sonné le glas de l'étatisme, de l'interventionnisme, de la gestion centralement administrée et mis à l'ordre du jour l'économie de marché qui peut être sociale — et qui doit l'être chez nous, même au nom du productivisme et de la gestion «rationnelle» de l'activité économique qui justifiaient l'économie centralement planifiée, l'économie de marché semble avoir prouvé sa plus grande performance, peut-être encore plus aujourd'hui qu'hier, dans un contexte de mondialisation libérale de l'économie. Les partis communistes chinois et vietnamien l'ont bien compris, eux qui ne rejettent plus l'ouverture, la propriété privée et les mécanismes de marché dans la gestion de leurs éco-



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

nomies. Mais encore une fois, la redistribution et les programmes sociaux ne sont pas du tout antinomiques de l'économie de marché.

Chez nous, le débat autour de la croissance, l'économie de marché et la démocratie ne peut plus être reporté sous peine de nous transformer en ce «cycliste qui doit son équilibre à sa vitesse mais qui risque une collision grave au premier obstacle incontournable».

L'étape qui s'ouvre ne peut être que celle de la démocratie.

Nous avons l'argent, les ressources, les hommes et les femmes... il nous manque la démocratie, cet ingrédient indispensable à une sortie par le haut de la crise qui a secoué le pays depuis 1990 et que les Algériens n'arrivent plus, ne veulent plus continuer à en subir les désastreuses conséquences.

Dès lors, la révision de la Constitution doit se soucier surtout d'engager sérieusement la transition démocratique.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Un lâcher d'outardes dans un pays de grues immobiles ou l'histoire revisitée de Bécassine !

Affaire du harcèlement sexuel à la Chaîne TV4. La juge pourrait se montrer clément envers le présumé coupable. Elle prononcerait le verdict en...

... tamazight !

J'évoquais ici même, hier, la problématique de l'Algérie devenue un vaste stand de tirs. Et voilà que l'actualité immédiate vient donner un sérieux et drôle coup de booste à cette question. Dans un scénario réellement kafkaïen, des journalistes algériens ont été embarqués ces dernières heures vers la région d'El-Bayadh pour y assister et témoigner d'un lâcher d'outardes par des Emiratis. Depuis, dans les journaux et sur la Toile, s'est ouvert un débat féroce où chacun défend ses arguments bec et ongles (oui ! oui ! Je sais qu'elle est facile celle-là). Les Emiratis ont-ils lâché des outardes chez nous pour repeupler une population à plumes décimée ou pour mieux la tirer ensuite ? Et pour épaissir cette problématique volatile déjà fort capiteuse, ne voilà-t-il pas qu'un autre débat s'est instauré en filigrane. Il semblerait que si les Emiratis procèdent au repeuplement des populations outardes, les Qataris, eux, continuent de chasser impunément l'oiseau-viagra dans des zones d'accès interdites aux Algériens eux-mêmes. Il faut lire à ce propos le reportage du journal *Liberté*. Je ne sais pas si c'est moi qui délire, mais j'ai l'impression fort décalée et un brin désagréable de suivre un épisode de Pêche, Chasse et Nature, sur TF1,

à 2 heures du mat', mais là, animé par des Emiratis et des Qataris, et dont le tournage se déroulerait en Algérie ! Par quel phénomène hallucinant, cette terre, souveraine, je crois, se retrouve ainsi partagée entre des bataillons d'Emiratis «repeupleurs» et des commandos de Qataris «décimeurs» ? Par quel point d'accès ces invasions étrangères et armées se sont-elles introduites chez nous ? Quand on sait que le citoyen lambda qui aurait l'outrecuidance d'atterrir sur un aéroport de son pays avec dans ses bagages un simple télescope ou un paire de talkies-walkies jouets risque de se faire serrer, comment des mecs enturbannés ont-ils pu se faire parachuter chez nous, avec armes, bagages et oiseaux ? Je ne dis pas que cette question m'empêche réellement de dormir, je ne dis pas non plus que la guerre entre «réimplanteurs» d'outardes et assassins de ce volatile me passionne au point de remettre en liberté mon chardonneret et d'acheter le dernier DVD d'Allain Bougrain-Dubourg, mais tout de même ! Je suis curieux de savoir ce que cache cette guerre fratricide entre frères arabes dans les déserts et zones humides algériennes. Et puis, au fond, comment ne pas être curieux d'une guerre que se livreraient deux puissances étrangères sur mon sol, hein, comment ? J'ai moi aussi le droit de m'intéresser de temps à autre à la main de l'étranger, n'est-ce pas ? Tout en fumant du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

TECHNO DAYS
CITROËN

LA TECHNOLOGIE PLUS ACCESSIBLE QUE JAMAIS

www.citroen-algerie.com
INFO CLIENT : 021 84 92 94

